

6TH UNI GLOBAL UNION  
WORLD CONGRESS 2023

UNI  
global  
union

**RISING  
TOGETHER**

PHILADELPHIA



# LEVONS-NOUS ENSEMBLE POUR LA PAIX, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS

**#UNIRisingTogether**



# LEVONS-NOUS ENSEMBLE POUR LA PAIX, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS

## INTRODUCTION

L'[horloge de la fin du monde](#) symbolise la probabilité d'une catastrophe mondiale provoquée par l'homme. En janvier 2023, elle est passée à 90 secondes avant minuit, soit l'heure la plus proche de minuit depuis sa création en 1947. Le groupe de scientifiques internationaux à l'origine de ce symbole de catastrophe potentielle a mis en garde contre le fait que la survie de l'humanité est plus menacée que jamais.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a ramené la guerre en Europe et a fortement augmenté les tensions nucléaires dans le monde. Il ne s'agit pourtant que d'un conflit parmi tant d'autres, et sur tous les continents, des millions de personnes vivent dans la peur. Plus de [110 conflits armés](#) seraient en cours. Certains font la une des journaux, d'autres non. Certains ont débuté récemment, d'autres durent depuis plus de 50 ans, mais tous ont un impact dévastateur sur les travailleurs et leurs communautés.

Bien que des progrès aient été réalisés dans de nombreux domaines, le respect des droits humains reste fragile, et les gouvernements et dirigeants autoritaires cherchent à porter atteinte à des droits qui devraient être fondamentaux pour chacun d'entre nous. Le [Rapport mondial 2023](#) de Human Rights Watch met en lumière les violations des droits humains dans le monde, mais suscite également l'espoir, en soulignant les progrès en cours.

Au 5e Congrès mondial d'UNI, nous étions confrontés à Trump à la Maison Blanche, à Lula en prison au Brésil et à une Colombie toujours en proie aux effets de 40 ans de guerre civile et de gouvernements de droite. Lors du 6e Congrès mondial d'UNI, la présidence Biden s'avère être la plus favorable aux travailleurs depuis des générations, ceux qui ont pris d'assaut le Capitole pour tenter de faire invalider le résultat des élections doivent rendre des comptes, Lula est à

nouveau président du Brésil et donne de l'espoir à des millions de personnes après les ténèbres du régime Bolsonaro, et la Colombie s'est dotée de son tout premier gouvernement de gauche sous la présidence de Petro.

Force est de constater que les syndicats ont joué un rôle clé dans ces trois réussites. Le mouvement syndical est un moteur pour la paix et le respect des droits humains, et il renforce le principe selon lequel les droits du travail et les droits syndicaux sont essentiels pour que les droits humains soient plus largement respectés dans la société. Ce sont des droits fondateurs.

Le combat pour la paix, la démocratie et les droits humains n'est pas un combat isolé, mais bien un principe central dans de nombreux domaines d'activité prioritaires d'UNI et de ses affiliés. La revendication des syndicats en faveur de la justice climatique n'est pas uniquement importante pour les travailleurs, car les effets du changement climatique constituent de plus en plus un facteur déterminant dans les conflits et les migrations forcées. En tant que syndicats, nous avons mené la lutte pour les droits humains fondamentaux que représente l'égalité sous toutes ses formes, et ce combat se poursuit dans la lutte pour la justice raciale, le respect des droits des personnes LGBTQI+ et une véritable égalité entre les genres. En l'absence de justice sociale, de travail décent et d'une économie repensée qui profite à tout le monde, l'instabilité à laquelle des millions de personnes sont confrontées continuera à menacer la paix, la démocratie et les droits humains.

Nous travaillons en collaboration avec le mouvement pacifiste, les défenseurs des droits humains, les militants de l'égalité et tous celles et ceux qui soutiennent les réfugiés, les travailleurs migrants, les demandeurs d'asile et les plus vulnérables, et leur apportons notre soutien. UNI et



ses affiliés font partie d'un mouvement mondial résolu à faire en sorte que, partout dans le monde, les travailleurs et leurs communautés jouissent des avantages de la paix, de la démocratie et des droits humains.

## LA DÉMOCRATIE EN DANGER

Le [Global State of Democracy Report](#) (Rapport sur l'état de la démocratie dans le monde) de 2022 montre que la démocratie est menacée dans de nombreuses régions du monde. Le nombre total de démocraties stagne et la moitié des démocraties existantes sont en recul. Parmi les pays non démocratiques, 50 pour cent deviennent nettement plus autoritaires et, au cours des six dernières années, le nombre de pays évoluant vers l'autoritarisme a plus que doublé par rapport au nombre de pays progressant vers la démocratie. Selon l'[Economist Intelligence Unit](#), *seuls 8 % de la population mondiale vivent dans une « démocratie à part entière », contre 8,9 % en 2015, avant que les États-Unis ne soient rétrogradés du statut de « démocratie à part entière » à celui de « démocratie imparfaite » en 2016. Plus d'un tiers de la population mondiale vit sous un régime autoritaire (36,9 %), dont une grande partie en Chine et en Russie.*

Des pays que nous avons salués pour leurs avancées vers la démocratie ont considérablement régressé. Après le coup d'État de 2021, le peuple du Myanmar subit à nouveau le régime de la junte militaire. En Tunisie, le président a consolidé son pouvoir dans une mesure sans précédent, arrêté des syndicalistes de premier plan et interdit les visites de solidarité des syndicats internationaux.

Les menaces qui pèsent sur la démocratie et les raisons qui expliquent le recul de bon nombre de ces indices mondiaux sont multiples. Il ne fait cependant aucun doute que l'augmentation continue de la désinformation par le biais des médias sociaux, ainsi que la propagation des théories du complot, ont des répercussions dans de nombreuses régions du monde. En l'espace de deux ans seulement, nous avons assisté à des tentatives de renversement de la volonté démocratique du peuple aux [États-Unis](#) et au [Brésil](#), dans des scénarios quasiment identiques.

Dans les deux cas, des partisans d'extrême droite de Trump et de Bolsonaro, attisés par des commentateurs extrémistes, ont eu recours à la violence pour tenter d'ébranler la démocratie. Ces deux exemples illustrent la tendance mondiale que nous avons trop souvent observée ces dernières années, à savoir le déni des élections et le travail de sape des institutions démocratiques, telles que des médias libres et impartiaux.

Si nous avons célébré les défaites de Trump et de Bolsonaro, nous ne pouvons pas pour autant relâcher notre vigilance face à la menace persistante de l'extrême droite et des sympathisants fascistes. La menace des organisations fascistes et d'extrême droite est en hausse, avec des groupes qui utilisent la violence et le discours haineux pour promouvoir leurs programmes extrémistes. UNI Global Union a signé le [Manifeste du réseau international des syndicats antifascistes](#). Ce manifeste s'engage à promouvoir la justice sociale, à défendre les droits humains et à renforcer la démocratie par l'action collective. Il a été lancé par la CGIL (Italie) après les attentats fascistes perpétrés contre son siège à Rome.

Un peu partout dans le monde, des dirigeants autoritaires ont cherché à consolider leur pouvoir au détriment des droits et des libertés des citoyens ordinaires. Bien souvent, les atteintes aux droits syndicaux et aux syndicats eux-mêmes participent d'une attaque plus large contre la démocratie. En [Corée du Sud](#), des agents des services de renseignement ont perquisitionné les bureaux de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) et du Syndicat coréen des travailleurs de la santé et de la médecine (KHMU), ce qui constitue une attaque scandaleuse contre le mouvement syndical du pays et un affront aux principes démocratiques fondamentaux. Au [Zimbabwe](#), la Confédération des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) a été qualifiée d'organisation terroriste. Des dizaines de syndicalistes, de militants et de membres de l'opposition ont été arrêtés, enlevés et maltraités par les forces de sécurité tandis que le gouvernement tentait d'écraser les manifestations contre sa gestion de la pandémie de Covid-19, l'état désastreux de l'économie et la corruption



généralisée. La Confédération des syndicats de [Hong Kong](#) (KFCTU) a été contrainte à la dissolution après que la HKCTU et ses organisations membres ont fait l'objet d'attaques, d'intimidations et d'allégations d'infractions sans précédent en vertu d'une loi répressive sur la sécurité nationale promulguée en juillet 2020, qui s'inscrit dans le cadre d'un démantèlement plus large de la société civile depuis que la loi est entrée en vigueur.

L'édition 2022 de [l'Indice CSI des droits dans le monde](#) révèle que les principaux indicateurs des violations des droits des travailleurs ont atteint des niveaux record. L'Eswatini et le Guatemala ont fait leur entrée dans la liste des dix pires pays pour les travailleurs. En Eswatini, les manifestations en faveur de la démocratie ont été brutalement réprimées et les manifestations et les grèves ont été systématiquement interdites. Au Guatemala, la violence antisyndicale endémique et l'impunité dont jouissent les auteurs de ces actes de violence ont entravé les progrès.

#### [Les syndicats sont les bastions de la démocratie.](#)

Lorsque des travailleurs se regroupent pour avoir leur mot à dire sur les décisions qui déterminent leur vie professionnelle, c'est la démocratie qui est à l'œuvre. Nos droits fondamentaux que sont la liberté d'association et la liberté d'expression sont également des éléments constitutifs de la démocratie. Le combat pour la démocratie continue et UNI et ses affiliés restent partie prenante de cette lutte.

## DÉSARMEMENT

Beaucoup craignent que nous n'entrons dans une nouvelle course aux armements en raison de l'instabilité mondiale. La Russie et la Chine ont vu leurs budgets militaires augmenter considérablement ces dernières années et le total des dépenses militaires a dépassé les [2000 milliards de US dollars](#) pour la première fois en 2021 au moment de la pandémie de Covid-19 et à une époque d'énormes inégalités dans le monde. Les membres de l'OTAN continuent de s'efforcer de consacrer 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, tandis que la quasi-totalité d'entre eux ne parviennent pas à atteindre l'objectif de 0,7 % du PIB fixé par les Nations unies pour l'aide au développement.

[Oxfam estime](#) que la lutte contre la faim extrême et chronique ne coûterait que 37 milliards de US\$ par an, soit 1,85 % du total des dépenses militaires en 2021. Le [Secrétaire général des Nations unies](#) a quant à lui calculé qu'un peu plus de la moitié des dépenses militaires actuelles suffirait à fournir des soins de santé essentiels à 6,6 milliards de personnes et une sécurité de revenu de base à 726,5 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans, 133,6 millions de mères venant d'accoucher, 192,2 millions de personnes gravement handicapées et 497 millions de personnes âgées.

Il est urgent de redéfinir nos priorités, d'abandonner les moyens toujours plus efficaces de détruire la planète pour privilégier le développement social dont des milliards de personnes ont besoin de toute urgence. Cela implique une diversification et un désinvestissement des dépenses en matière de défense par le biais d'une transition qui protégera les compétences, l'emploi et les niveaux de rémunération des millions de membres syndiqués employés dans l'industrie de la défense.

Quarante ans après que la Commission Olaf Palme a développé le concept de sécurité commune, le mouvement syndical mondial a participé à une nouvelle initiative en vue de développer les concepts de [sécurité commune 2022](#) pour notre avenir à tous. Lors de ses congrès successifs, UNI Global Union et ses affiliés ont lancé de vigoureux appels au désarmement nucléaire et à la limitation des armes conventionnelles, et le présent rapport montre combien cela est indispensable. Nous avons toutefois assisté à l'effondrement effectif du Nouveau traité START sur les armes nucléaires et aux efforts constants déployés par différents pays pour acquérir ou développer leurs arsenaux nucléaires. Une guerre nucléaire n'est jamais gagnée et il est urgent de rétablir les traités de contrôle des armements et de réaliser des progrès notables en matière de réduction des armes nucléaires, dans le but d'éliminer toutes les armes de destruction massive.

De même que l'intelligence artificielle modifie fondamentalement de nombreux autres domaines de la vie, notamment sur le lieu de travail, la



montée en puissance des  systèmes d'armes autonomes  constitue un nouveau danger grandissant. Le terme « déshumanisation numérique » est de plus en plus utilisé pour décrire la manière dont les êtres humains sont réduits à des données, qui sont ensuite utilisées pour prendre des décisions et/ou entreprendre des actions qui ont une incidence négative sur leur vie, un thème sur lequel UNI joue déjà un rôle de premier plan dans le monde du travail. Human Rights Watch coordonne la campagne mondiale «  Stop Killer Robots  » contre les robots tueurs et œuvre en faveur d'un nouveau traité international visant à réglementer ces technologies et à garantir que les décisions de vie ou de mort ne soient pas déléguées à des machines.  *Si quelqu'un - un être humain - ne peut être tenu pour responsable d'une atrocité, il est pratiquement impossible d'obtenir une quelconque justice. Un massacre de civils dans une zone de conflit serait présenté comme un défaut de conception plutôt que comme un crime de guerre.*

## CONCLUSION

Des millions de personnes dans le monde continuent de vivre dans des situations de guerre et de conflit. L'instabilité mondiale, l'augmentation rapide des dépenses militaires et les atteintes à la liberté d'expression nous entraînent vers un scénario apocalyptique. Les droits humains fondamentaux sont attaqués et la démocratie s'affaiblit. Toutefois, des progrès continuent d'être réalisés, et le mouvement syndical joue un rôle central dans les changements positifs observés dans des pays tels que le Brésil et la Colombie.

Le combat pour la paix, la démocratie et les droits humains est au cœur de la lutte pour la justice économique, la justice raciale et l'égalité des genres. L'action syndicale est fondamentale dans notre quête d'un avenir pacifique commun offrant à chacun la sécurité. UNI Global Union et ses affiliés continueront à jouer un rôle de premier plan dans cette lutte pour un avenir meilleur.



## ESWATINI

L'Eswatini continue de souffrir sous le joug de la dernière monarchie absolue d'Afrique. Depuis mai 2021, des manifestations en faveur de la démocratie ont lieu dans ce pays d'Afrique australe, où les syndicats et d'autres groupes de la société civile réclament des élections démocratiques. Dans le cadre de ces protestations, 72 manifestants auraient été tués par la police et les forces gouvernementales. Des centaines d'autres ont été blessés et certains sont toujours portés disparus. Des militants sont entrés dans la clandestinité et d'autres ont pris le chemin de l'exil.

Les syndicats d'Eswatini continuent de subir une violente répression de la part des autorités, qui restreignent la liberté d'expression et de réunion, s'en prennent violemment aux travailleurs, harcèlent et procèdent quotidiennement à des arrestations. Le 21 janvier 2023, [Thulani Maseko](#), avocat spécialiste des droits humains et syndicaux et militant politique, a été abattu et son assassinat a été condamné par le mouvement syndical mondial.

En mars 2023, UNI Global Union et ses affiliés ont participé à la [Journée mondiale d'action](#) pour exiger que soit mis fin à la culture de l'impunité et que cessent les violations des droits humains et syndicaux. Malgré la violence des autorités, les syndicats d'Eswatini continuent de mener la lutte pour la démocratie.

## MYANMAR

Le 1er février 2021, l'armée du Myanmar a renversé le gouvernement nouvellement élu du pays, interrompant le cheminement du Myanmar vers la démocratie après des décennies de régime militaire.

La population du Myanmar s'est largement opposée au coup d'État et a formé un mouvement pacifique de désobéissance civile. La junte a réagi avec brutalité, procédant à des arrestations et à des assassinats en masse. La brutale répression de manifestations non violentes a conduit à la création de groupes armés, et le Myanmar est aujourd'hui en état de guerre civile.

Le régime a interdit la plupart des syndicats dans le pays. De nombreux militants syndicaux sont emprisonnés, d'autres ont été tués ou se cachent. Il est impossible d'exercer la liberté d'association au Myanmar. La [Confédération des syndicats du Myanmar](#) (CTUM) est un acteur majeur du mouvement démocratique et joue un rôle important dans le gouvernement d'unité nationale (GUN) créé pour s'opposer à la junte et représenter les intérêts démocratiques de la population du Myanmar.

UNI s'est jointe à l'appel lancé pour que le GUN soit reconnu par l'ONU, l'OIT et d'autres institutions internationales comme étant le porte-parole légitime du peuple du Myanmar, et soutient les efforts visant à isoler économiquement le régime. Elle a ainsi appelé les [banques à céder leurs participations](#) dans des entreprises liées à la junte militaire et demandé aux marques du secteur de l'habillement et du textile de retirer leur production du Myanmar.

## PHILIPPINES

Les Philippines sont l'un des 10 pires pays au monde pour les travailleurs et les travailleuses, selon [l'Indice CSI des droits dans le monde 2022](#). Aux Philippines, les travailleurs et leurs représentants restent particulièrement exposés aux attaques violentes, aux intimidations et aux arrestations arbitraires. Des syndicalistes ont été délibérément étiquetés « rouges » (liés à des organisations communistes et/ou terroristes) par les autorités philippines, et nombre d'entre eux sont toujours directement menacés par la police et l'armée, qui mènent des raids ciblés à leur encontre.

Depuis 2016, une cinquantaine de syndicalistes ont été tués, le dernier décès choquant étant celui d'[Alex Dolorosa](#), organisateur syndical de BIEN, l'affilié d'UNI aux Philippines. Au début de l'année 2023, une mission tripartite spéciale de l'OIT a demandé la mise en place d'une commission présidentielle chargée d'enquêter sur les assassinats extrajudiciaires de travailleurs et de garantir la liberté d'association.



Malgré les dangers, les syndicats philippins continuent d'œuvrer à la syndicalisation des travailleurs et à la constitution d'une unité au sein du mouvement syndical. En décembre 2022, ils ont notamment publié un [programme syndical](#) en 15 points qui présente les questions les plus importantes pour les travailleuses et les travailleurs des Philippines, notamment la lutte contre la précarité du travail, la pleine reconnaissance de la liberté d'association et l'instauration d'un salaire minimum national permettant d'atteindre un salaire suffisant pour vivre.

## UKRAINE

En 2014, la Russie a annexé la Crimée et depuis lors, le conflit s'est poursuivi entre les séparatistes soutenus par la Russie et les forces gouvernementales ukrainiennes dans le Donbass, et ce malgré la négociation des accords de Minsk en 2014/15 qui appelaient à un cessez-le-feu.

En février 2022, la Russie a envahi illégalement et massivement l'Ukraine. Depuis, des milliers de civils ont été tués, blessés et contraints de fuir pour se mettre à l'abri, et le conflit a porté les tensions mondiales à des niveaux jamais atteints depuis de nombreuses années.

Le mouvement syndical mondial a réagi en [condamnant](#) l'invasion, en exigeant le retrait immédiat des forces russes et en appelant à la paix. Un certain nombre de syndicats ont activement soutenu l'engagement de leur gouvernement en faveur de l'Ukraine et de nombreux affiliés d'UNI se sont mobilisés pour offrir leur solidarité aux syndicats et aux travailleurs ukrainiens. Ils ont notamment apporté une aide humanitaire et fourni conseils et soutien aux réfugiés.

UNI a mis sur pied un programme intitulé « [Unions Help Refugees](#) » (les syndicats au secours des réfugiés) en Pologne pour aider les travailleuses et les travailleurs ukrainiens à lutter pour leurs droits sur le marché du travail polonais. Créé en mars 2022 par le Centre de syndicalisation COZZ d'UNI à Varsovie, l'équipe a aidé des travailleurs à recevoir des indemnités pour accidents et salaires impayés, à se défendre contre des licenciements abusifs, à obtenir des contrats écrits, et des réfugiés

à trouver un logement, à régulariser leur séjour et recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.

En plus de la mise en contact des réfugiés avec les syndicats polonais, l'UHR a organisé des formations en ligne et en présentiel pour les syndicalistes qui travaillent encore en Ukraine. L'UHR a notamment soutenu les dirigeants et les militants de [Be Like Nina](#) - une mobilisation locale de personnels de la santé qui a débuté avant la guerre et qui s'est depuis muée en mouvement social et en syndicat.

## PALESTINE ET ISRAËL

Le Congrès d'UNI tenu au Cap en 2014 a adopté la résolution qui fixe toujours le cadre des activités d'UNI en Palestine et en Israël. Cette résolution dénonçait l'occupation de la Palestine et appelait à agir pour mettre fin au soutien économique aux colonies illégales, obstacle à la paix et à la solution à deux États. UNI a continué à agir pour mettre en œuvre cette résolution, notamment en travaillant avec la Norges Bank sur son désinvestissement de certaines entreprises en raison de leurs activités dans les colonies illégales.

En février 2020, l'ONU a publié une base de données des entreprises opérant illégalement dans les colonies israéliennes, ce qui représente une étape cruciale pour permettre de demander des comptes aux entreprises qui, directement ou indirectement, ont rendu possible, facilité et profité de la construction et de la croissance des colonies illégales. UNI s'est jointe aux appels lancés par l'ensemble du mouvement syndical et de la société civile pour que cette base de données soit mise à jour.

La tension et la violence ont augmenté dans toute la région et 2022 a été l'année la plus meurtrière dans la zone de Cisjordanie du territoire palestinien occupé depuis que les Nations unies ont commencé à recenser systématiquement les décès en 2005. Près de 150 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes en Cisjordanie occupée, dont 33 enfants. Au moins deux Palestiniens ont été tués par des colons. Dix Israéliens, dont cinq colons, un garde de colonie et quatre membres des forces israéliennes ont été tués par des Palestiniens en Cisjordanie occupée.



L'élection du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël a contribué à accroître les tensions et les craintes quant à une ligne de conduite de plus en plus dure du gouvernement israélien à l'égard des Palestiniens. Les politiques du gouvernement ont également déclenché de nombreuses protestations en Israël contre des mesures qui affaibliraient considérablement l'indépendance du système judiciaire et porteraient atteinte aux droits des travailleurs.





8-10 Avenue Reverdil  
1260 Nyon, Switzerland  
+41 22 365 2100  
[contact@uniglobalunion.org](mailto:contact@uniglobalunion.org)  
[www.uniglobalunion.org](http://www.uniglobalunion.org)

**#UNIRisingTogether**